



PRÉFECTURE DE L'AIN

DIRECTION DES RELATIONS AVEC
LES COLLECTIVITES LOCALES
Bureau de l'Aménagement et de
l'Urbanisme

N° 08021

Arrêté préfectoral

déclarant d'utilité publique, au profit de la Communauté d'Agglomération de BOURG-en-BRESSE, le projet d'aménagement de la rocade Sud-Est sur le territoire des communes de BOURG-en-BRESSE et de MONTAGNAT et emportant mise en compatibilité du plan d'occupation des sols (P.O.S.) de la commune de BOURG-en-BRESSE, du plan d'aménagement de zone (P.A.Z.) de la Z.A.C. de l'Alagnier et du plan local d'urbanisme (P.L.U.) de la commune de MONTAGNAT

**Le préfet de l'Ain,
Chevalier de la légion d'honneur,**

Vu le code du domaine de l'Etat ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code rural ;

Vu le code du patrimoine ;

Vu le code forestier ;

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 95-22 du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit, des aménagements et infrastructures de transports terrestres et son arrêté d'application du 5 mai 1995 ;

Vu le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;

Vu le décret n° 2005-935 du 2 août 2005 relatif à la partie réglementaire du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

Vu le plan d'occupation des sols (P.O.S.) de la commune de BOURG-en-BRESSE, le plan d'aménagement de zone (P.A.Z.) de l'Alagnier et le plan local d'urbanisme (P.L.U.) de la commune de MONTAGNAT ;

Vu les avis exprimés par les services et organismes consultés dans le cadre de la concertation administrative préalable à l'enquête publique ;

.../...

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 21 mai 2003 approuvant le principe d'une rocade globale et continue à caractère urbain et semi-urbain ainsi que l'exercice de la maîtrise d'ouvrage du tronçon compris entre le C.D. 979 et la R.N. 75.

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 23 avril 2007 approuvant les dossiers d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, à la mise en compatibilité des P.O.S./P.A.Z./P.L.U. des communes concernées et au classement/déclassement de voies ;

Vu la lettre du président de la Communauté d'Agglomération de BOURG-en-BRESSE en date du 21 mai 2007 sollicitant la déclaration d'utilité publique du projet de rocade Sud-Est et les pièces des dossiers annexés à cette demande ;

Vu la lettre du préfet de l'Ain en date du 24 août 2007 demandant au président du Conseil Général de l'Ain de constituer la ou les commissions communales ou intercommunales d'aménagement foncier conformément aux dispositions de l'article R 123-32 du code rural ;

Vu la délibération de la commission permanente du conseil général en date du 12 novembre 2007 décidant de donner un avis favorable à la constitution d'une commission communale d'aménagement foncier sur les communes de BOURG-en-BRESSE et de MONTAGNAT ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2007 ordonnant l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet sur le territoire des communes de BOURG-EN-BRESSE et de MONTAGNAT, à la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols (P.O.S.) de la commune de BOURG-en-BRESSE, du P.A.Z. de la Z.A.C. de l'Alagnier et du P.L.U. de la commune de MONTAGNAT, pendant 33 jours consécutifs, du 19 novembre 2007 au 21 décembre 2007 inclus ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur du 7 janvier 2008 ;

Vu le procès verbal de la réunion d'examen conjoint du 25 septembre 2007 relative à la mise en compatibilité du P.O.S. de la commune de BOURG-EN-BRESSE, du P.A.Z. de la Z.A.C. de l'Alagnier et du P.L.U. de la commune de MONTAGNAT ;

Vu les courriers adressés aux maires des communes de BOURG-EN-BRESSE et de MONTAGNAT le 14 janvier 2008 leur demandant d'inviter leur conseil municipal à émettre un avis sur la mise en compatibilité de leur document d'urbanisme avec le projet précité ;

Vu la délibération du conseil municipal de BOURG-EN-BRESSE en date du 18 février 2008 émettant un avis favorable sur la mise en compatibilité du P.O.S. de la commune et du P.A.Z. de la Z.A.C. de l'Alagnier ;

Vu l'avis de la commune de MONTAGNAT sur la mise en compatibilité du P.L.U. de la commune avec le projet, réputé favorable, à défaut de réponse à la saisine du préfet du 14 janvier 2007 ;

Vu les délibérations du 26 février 2008 par lesquelles le conseil communautaire sollicite, d'une part, la déclaration d'utilité publique et demande le retrait du lot N° 412 de la copropriété de l'Alagnier et d'autre part, déclare d'intérêt général le projet d'aménagement de la rocade Sud-Est ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture :

- A R R E T E -

Article 1er : Est déclaré d'utilité publique, au profit de la Communauté d'Agglomération de BOURG-en-BRESSE, le projet d'aménagement de la rocade Sud-Est de BOURG-EN-BRESSE, conformément aux plans figurant au dossier qui resteront annexés au présent arrêté.

Article 2 : La Communauté d'Agglomération de BOURG-en-BRESSE est autorisée à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les terrains nécessaires à la réalisation dudit projet ;

Article 3 : Le lot n° 412 est retiré de la copropriété de l'Alagnier située sur le territoire de la commune de BOURG-en-BRESSE.

Article 4 : L'expropriation devra être accomplie dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté -

.../...

Article 5 : Dans la mesure où ce projet est susceptible de compromettre la structure des exploitations dans une zone déterminée, l'obligation est faite au maître de l'ouvrage, de remédier aux dommages causés en participant financièrement à l'exécution d'opération de remembrement et de travaux connexes, et à l'installation sur des exploitations nouvelles comparables, des agriculteurs dont l'exploitation aurait disparu ou serait gravement déséquilibrée, ou, s'ils l'acceptent, à la reconversion de leur activité.

Article 6 : Le présent arrêté emporte mise en compatibilité du P.O.S. de la commune de BOURG-EN-BRESSE, du P.A.Z. de la Z.A.C. de l'Alagnier et du P.L.U. de MONTAGNAT, conformément aux documents joints au dossier d'enquête qui resteront annexés audit arrêté.

Les dossiers de mise en compatibilité devront être annexés au P.O.S. de la commune de BOURG-en-BRESSE, au P.A.Z. de la Z.A.C. de l'Alagnier et au P.L.U. de la commune de MONTAGNAT.

Article 7 : Est annexé au présent arrêté un document exposant les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération conformément aux dispositions de l'article L 11-1-1 3° du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Article 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de l'Ain dans un délai de deux mois à compter de sa publication et d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de LYON dans le même délai.

Article 9 : Un extrait du présent arrêté sera :

- inséré, par les soins du préfet de l'Ain, à la charge du bénéficiaire, dans un journal diffusé dans tout le département de l'Ain,
- publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de l'Ain et de la Communauté d'Agglomération de BOURG-en-BRESSE,
- affiché durant un mois au siège de la Communauté d'Agglomération de BOURG-en-BRESSE ainsi qu'à la porte principale des mairies de BOURG-EN-BRESSE et de MONTAGNAT.

Article 10 : - le secrétaire général de la préfecture,
- le président de la communauté d'agglomération de BOURG-en-BRESSE,
- les maires de BOURG-EN-BRESSE et de MONTAGNAT,
- le directeur départemental de l'équipement,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

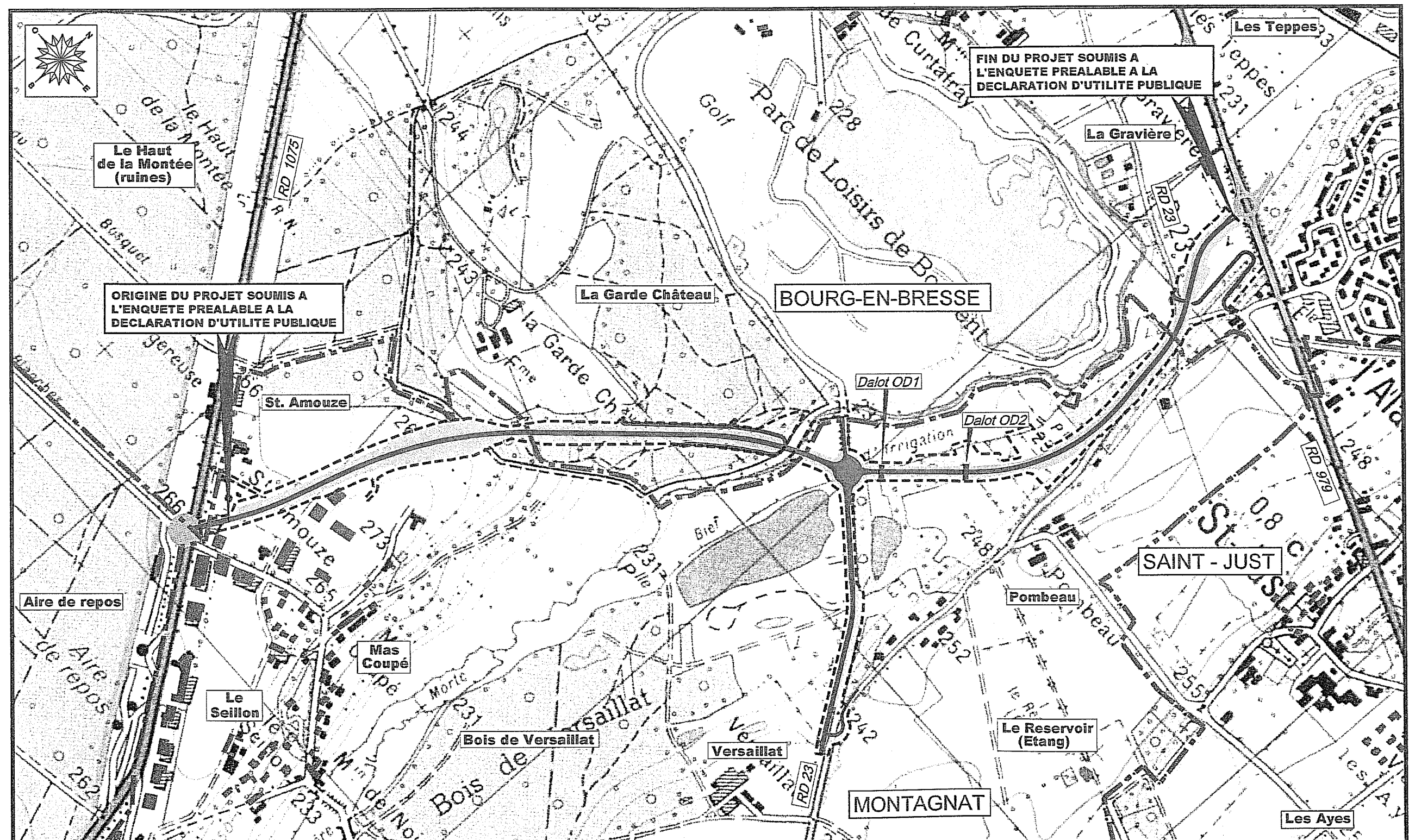
- au président du Conseil Régional Rhône-Alpes
- au directeur régional de l'environnement Rhône-Alpes,
- au directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Rhône-Alpes à VIRIAT,
- au directeur régional des affaires culturelles Rhône-Alpes,
- au directeur régional Rhône-Alpes-Auvergne de Réseau de Transport d'Electricité,
- au directeur régional Rhône-Alpes-Auvergne de Réseau Ferré de France,
- au directeur régional de l'aviation civile Centre-Est – LYON-SAINT-EXUPERY-AEROPORT,
- au directeur de G.R.T. Gaz, Région -Rhône-Méditerranée à LYON,
- au directeur de France-Télécom à LYON,
- au directeur du Centre Régional de la Propriété Forestière à LYON,
- au chef du centre de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité à MACON,
- au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- au trésorier-payeur-général – service France-Domaine,
- au chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine,
- au chef de l'agence départementale de l'Office National des Forêts,
- au président du conseil général de l'Ain,
- au président du syndicat mixte Bresse-Revermont,
- au maires des communes de PERONNAS et SAINT-JUST,
- au président de la Chambre d'Agriculture de l'Ain - Pôle projets de territoires,
- au président de la Chambre Départementale de Commerce et d'Industrie,
- au président de la Chambre Départementale des Métiers et de l'Artisanat,
- au chef du service interministériel de défense et de protection civile,

BOURG-en-BRESSE, le 17 mars 2008

Le préfet,


Pierre SOUBELET

PLAN GENERAL DES TRAVAUX



Source : carte IGN n°3129est

Légende :

— Projet
— Rétablissements

--- Remblais et déblais
--- Hors projet

--- Limites commune
--- Limite d'emprise des travaux

0 50 100 150 200 250m

V:\INFR\FREV\1-AFFAIR\RR138800\Cartographie\Cartes\plan general des travaux-B.dwg

Annexe à l'arrêté préfectoral en date du 17 mars 2008

Document exposant les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique du projet d'aménagement de la rocade Sud-Est de BOURG-EN-BRESSE

I – INTÉRÊT GÉNÉRAL DE L'OPÉRATION

1 – Objet et situation de l'opération

Par délibération en date du 21 mai 2003, le conseil de la Communauté d'Agglomération de BOURG-en-BRESSE a pris en considération le projet d'aménagement d'une rocade au Sud-Est de BOURG-EN-BRESSE, entre la route de CEYZERIAT (R.D. 979) et la route de PONT-D'AIN (R.D. 1075) et déclaré d'intérêt communautaire la maîtrise d'ouvrage de ce projet.

Ce projet s'inscrit dans le cadre plus général d'une rocade continue autour de l'agglomération burgienne préconisée par le dossier de voirie d'agglomération (D.V.A.) qui a été validé par une délibération du conseil communautaire en date du 21 mai 2003. Il est par ailleurs inscrit dans le Schéma de Cohérence Territoriale (S.C.O.T.) et pris en compte dans le cadre de la Politique Globale des Déplacements (P.G.D.).

Les principaux objectifs de ce projet d'aménagement routier sont les suivants :

- réorganiser la circulation de l'agglomération de BOURG-en-BRESSE,
- faciliter l'accès à la périphérie,
- diminuer l'accidentologie, notamment sur les R.D. 1075 et 979,
- participer à la création d'un réseau de cheminement doux (cycles, piétons),
- desservir les zones traversées.

Le projet de cette rocade Sud-Est concerne les communes de BOURG-EN-BRESSE et de MONTAGNAT. Sa longueur est de 2,6 km. Il comporte un giratoire (au niveau du chemin du Lac) et se raccorde sur les giratoires de l'Alagnier (hors projet) au Nord sur la R.D. 979 et celui des Coupes Blanches (existant) au Sud sur la R.D. 1075. Il nécessitera la création d'un ouvrage de franchissement de la Reyssouze (42 m d'ouverture en 3 travées) et d'un passage inférieur pour les modes doux vers l'Alagnier (4,10m de large). Enfin, la nouvelle voie sera équipée de protections phoniques (sous forme de merlons et de 3 écrans), de bassins de rétention et de 2 ouvrages de décharge hydraulique.

2 – Caractère d'intérêt général de l'opération

Les R.D. 979, 23 et 1075 constituent les principaux axes d'échanges localisés au Sud-Est de l'agglomération de BOURG-EN-BRESSE et supportent des trafics relativement élevés. Ainsi, en 2004, les trafics confirmés par des comptages s'élevaient à :

- 19 500 véhicules/jour, dont 12,5 % de poids-lourds, sur la R.D. 1075,
- 12 700 véhicules/jour, dont 8% de poids-lourds, sur la R.D. 979 dans le secteur de l'Alagnier
- 1 900 véhicules/jour, dont 3 % de poids-lourds, sur la R.D. 23

Ces axes, en particulier la R.D. 1075 et la R.D. 979, présentent un caractère fortement accidentogène, matérialisé par un nombre d'accidents (17 en 5 ans dans la zone d'études),

Dans le même temps, les simulations réalisées dans le dossier de voirie d'agglomération font apparaître une saturation progressive du réseau routier aux heures de pointe et les perspectives d'évolution des trafics laissent présager un déficit de capacité du réseau actuel à moyen terme.

En témoignent les résultats des simulations réalisées à échéance 2025 qui font apparaître les trafics prévisionnels suivants :

.../...

- plus de 20 000 véhicules/jour sur la R.D. 1075 et jusqu'à 25 000 véhicules/jour à l'approche du centre-ville,
- plus de 17 000 véhicules/jour sur la RD 979 dans le secteur de l'Alagnier et plus de 11 000 véhicules/jour en entrée de centre-ville.

Cette situation générera des nuisances atmosphériques et acoustiques pour les riverains des infrastructures concernées et compromettra la sécurité des usagers du réseau mais aussi des riverains (tant des axes principaux que des voies secondaires sur lesquelles circulent un trafic parasite)

Aussi, la réalisation de la rocade Sud-Est de BOURG-en-BRESSE s'avère essentielle pour limiter les trafics sur les voiries existantes et éviter la saturation du réseau aux heures de pointe.

3 - Adéquation du projet aux objectifs et à l'environnement

Il apparaît que :

- la réalisation de la rocade Sud-Est de BOURG-EN-BRESSE permettra de diminuer les trafics sur le réseau viaire actuel et évitera ainsi leur saturation. La nouvelle infrastructure supportera des trafics de l'ordre de 18 à 19 000 véhicules/jour selon les sections considérées ;
- conformément à l'article L 228-2 du code de l'environnement, des aménagements pour les modes doux sont prévus dans le cadre de cette nouvelle infrastructure pour permettre la liaison entre les différents pôles du secteur ;
- les points d'échanges entre la nouvelle infrastructure et les voiries environnantes seront assurés par des carrefours giratoires répondant aux exigences de sécurité ;
- concernant le milieu physique, le projet aura des effets très limités sur les conditions climatiques, la géologie et l'hydrogéologie du secteur,
- vis à vis de la faune, de la flore et du paysage, il est prévu un ensemble de mesures d'accompagnement. Tous les points singuliers de l'aménagement routier tels que les bassins de récupération des eaux de chaussée ou bien les ouvrages d'art feront l'objet d'un traitement architectural et paysager spécifique. A noter que le projet prévoit également de pérenniser ou de créer des zones humides ;
- concernant la qualité des eaux, des précautions particulières seront prises. A cet effet, le réseau de collecte des eaux de chaussée sera de type séparatif. Les eaux issues des bassins versants naturels ne seront, par conséquent, pas mélangées aux eaux issues des bassins versants routiers, de façon à préserver la qualité des eaux du milieu naturel ;
- en matière d'inondation, une étude spécifique fondée sur la modélisation de la Reyssouze et sa vallée a permis de démontrer l'innocuité du projet moyennant certaines précautions (dimensionnement de l'ouvrage de franchissement, ouvrages hydrauliques de décharge, etc) ;
- pour ce qui relève du cadre socio-économique, outre l'indemnisation des propriétaires et exploitants agricoles, tous les accès seront rétablis ;
- vis à vis de l'urbanisme, le projet inclut la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols (P.O.S.) de la commune de BOURG-EN-BRESSE, du plan d'aménagement de zone (P.A.Z.) de la Z.A.C. de l'Alagnier, du plan local d'urbanisme (P.L.U.) de la commune de MONTAGNAT, de manière à autoriser la réalisation du projet et à supprimer les espaces boisés classés impactés par celui-ci ;
- concernant les nuisances sonores, le projet fera l'objet de mesures d'accompagnement qui ont été déterminées par une modélisation acoustique, modélisation dont l'objectif était de déterminer le niveau sonore ambiant du secteur d'étude, d'évaluer l'impact sonore de la rocade (à l'horizon 2025) et de dimensionner les mesures compensatoires à réaliser pour respecter les seuils réglementaires autorisés. Dès lors, des protections sous forme de merlons de terre, d'écrans acoustiques et dans un cas, d'une protection en façade, sont prévues au projet ;

- concernant la pollution atmosphérique, il n'existe pas de mesures éprouvées de suppression ou de réduction des impacts. Toutefois, le site est peu urbanisé, au contraire des centres de BOURG-en-BRESSE et de MONTAGNAT qui seraient exposés au maintien et à l'accroissement des nuisances du même type en l'absence du projet.

En conclusion, moyennant la mise en oeuvre des mesures destinées à supprimer, réduire ou compenser les effets défavorables du projet (mesures présentées et largement développées dans le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique), le projet apparaît bien adapté à l'environnement.

II - Conclusions de l'enquête publique et poursuite de l'opération

Suite à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique qui s'est déroulée, du 19 novembre 2007 au 21 décembre 2007 inclus, dans les mairies de BOURG-EN-BRESSE et de MONTAGNAT, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable à la déclaration d'utilité publique du projet, aux mesures de classement – déclassement de voiries et à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes de BOURG-en-BRESSE et de MONTAGNAT ainsi que du P.A.Z. de la Z.A.C. de l'Alagnier.

En conséquence, il n'est pas envisagé d'apporter de modifications au projet au vu des résultats de cette enquête publique.

Le maître d'ouvrage s'engage à tenir compte des recommandations formulées par le commissaire enquêteur et qui concernent :

- la mise en œuvre des mesures d'atténuation et réduction des impacts présentées dans l'étude d'impact ;
- la création d'une commission communale d'aménagement foncier aux fins de régler les problèmes d'exploitation agricole ;
- la continuité des itinéraires de déplacements pour les modes doux entre les rocades Nord-Est et Sud-Est ;
- l'examen des possibilités de compensation, voire d'indemnisation pour les riverains pénalisés par un allongement de parcours en fonction de la jurisprudence applicable en la matière.

Il est observé que les mesures de réorganisation foncière sont décidées par les commissions communales et intercommunales et non par le maître d'ouvrage du projet.

D'autre part, le maître d'ouvrage s'engage également à prendre en compte les allongements de parcours qui seraient reconnus par les tribunaux compétents, comme apportant un préjudice anormal et spécial, suivant en cela la jurisprudence en la matière.

PRONONCE, dans ces conditions, d'intérêt général la réalisation de la rocade Sud-Est de BOURG-en-BRESSE

AU VU DE CES MOTIFS ET CONSIDERATIONS, L'UTILITE PUBLIQUE EST JUSTIFIEE.

Bourg en Bresse, le 17 mars 2008

Le préfet,



Pierre SOUBELET